

La difficulté de séparer l'homme de son art est un débat mouvementé dans notre société. Le cas autour des œuvres du prêtre pédocriminel Louis Ribes ne fait pas exception. Il révèle les tensions entre mémoire artistique et justice pour les victimes.

L'héritage controversé du « Picasso des églises »

Le scandale autour du père Louis Ribes, surnommé le "Picasso des églises", continue de diviser et d'interroger au-delà de sa mort en 1994. En janvier 2022, le diocèse de Lyon a reconnu coupable l'Abbé de viols et d'agressions sexuelles sur des mineurs entre 1950 et 1990. Cette annonce a déclenché une procédure de retrait de ses œuvres des lieux de culte dans le département du Rhône. Un processus réalisé à la demande des victimes qui exprime le besoin de justice et de réparation de ces personnes pour les sévices subis pendant des décennies. Les vitraux eux-mêmes portent l'empreinte de l'horreur vécue par ces individus, certains ayant même été créés alors que les victimes servaient de modèles pour l'artiste prédateur.

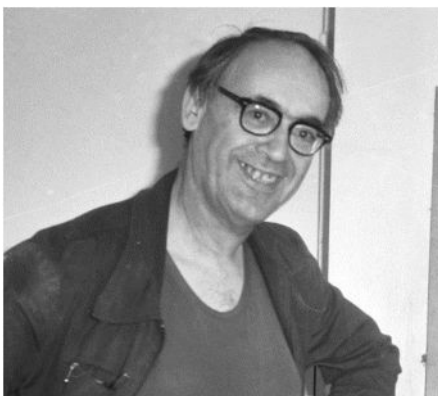
▪ La controverse autour du retrait des œuvres

La décision de retirer ces œuvres est un pas vers la reconnaissance des souffrances des victimes mais elle soulève des questions éthiques et esthétiques complexes. Pour certains, il s'agit d'une démarche nécessaire pour rendre justice aux victimes et rompre avec la glorification d'un criminel. Pour d'autres, cela revient à effacer une partie de l'histoire artistique et religieuse de la région, ce qui métrait en péril la liberté artistique et le patrimoine culturel.

La situation à Givors est devenue le point central de cette controverse. Le maire, Mohamed Boudjellaba, refuse catégoriquement de retirer les vitraux de la chapelle locale. Selon lui, il est impératif de "distinguer l'œuvre de l'artiste" de ses actions criminelles.



Le maire, Mohamed Boudjellaba



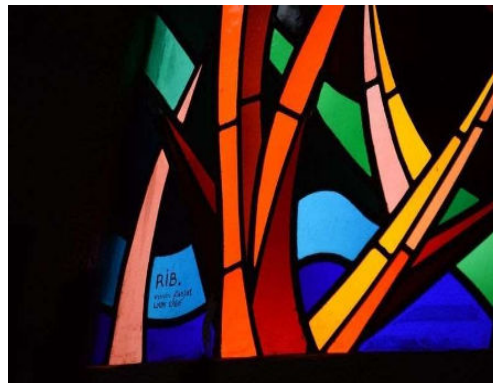
Le prêtre et peintre Louis Ribes

Pour les victimes, la présence des vitraux dans l'espace public est un rappel constant de leurs traumatismes passés comme l'explique à RMC Annick Moulin, l'une des survivantes : « C'est agressif pour nous de revoir ces productions, cela nous rajoute une souffrance supplémentaire de savoir qu'elles sont encore visibles par tout le monde. Cela nous ramène à ce que l'on a vécu et on ne peut pas dissocier l'homme de l'artiste, puisque c'est pendant que nous servions de modèle que les agressions avaient lieu ».

▪ Une affaire qui dépasse le cas individuel

Face à cette impasse, des voix s'élèvent pour demander une intervention claire de l'État. L'association Be Brave France appelle le gouvernement à se prononcer sur la question. L'organisation souligne le dilemme moral auquel sont confrontés les maires, laissés seuls à gérer des situations aussi compliquées.

Au-delà du cas spécifique de Ribes, cette affaire soulève des interrogations plus larges sur la responsabilité de l'État et de la société dans la préservation de la mémoire collective ainsi que sur la reconnaissance des victimes d'abus sexuels. Plus qu'un simple débat sur la préservation ou le retrait des œuvres, elle appelle à une réflexion profonde sur la manière dont la société traite les crimes du passé et reconnaît la souffrance des survivants.



Œuvre de Louis Ribes

▪ Un collectif créé par les victimes



Danaï Gemet

Face à l'ampleur des révélations sur les abus commis par le père Ribes, une vingtaine de victimes et de proches de victimes ont constitué un collectif en 2022. Leur objectif est de créer un espace d'échange et de soutien ainsi que de prendre des mesures concertées dans cette affaire. Avec près de 50 victimes déjà identifiées, le collectif représente un pas crucial vers la reconnaissance des sévices subis et la recherche de réparations pour les survivants. Danaï Gemet, membre du collectif et fille d'une des victimes, a souligné l'importance de ce regroupement à France Bleu : *"Forcément quand on prend la mesure de cette affaire, il y a un devoir de rassemblement. Un besoin d'échanger entre les victimes parce que les faits sont extrêmement graves. Il faut que ces personnes qui se sont tu pendant des années puissent déjà prendre conscience de l'ampleur des dégâts."*

Pour les membres du collectif, l'objectif est clair : que toute forme de valorisation ou de commercialisation des productions de Ribes cesse, *"On veut que tout élément qui puisse permettre de faire de l'argent soit arrêté, soit stoppé et que les personnes touchées par cette affaire n'aient plus à souffrir"*, explique Danaï Gemet toujours à France Bleu.

Cyriane Viala Leriche

Sources

- [Faits-divers - Justice - Le scandale de l'abbé Ribes \(leprogres.fr\)](#)
- [EXCLUSIF. Pédophilie : Affaire Louis Ribes, l'Eglise savait \(francetvinfo.fr\)](#)
- [Affaire du prêtre violeur Ribes: les vitraux du "Picasso des églises" retirés des églises... sauf à Givors \(marianne.net\)](#)
- [Dessiné par le prêtre Louis Ribes, accusé de pédophilie, huit vitraux retirés d'une église du Rhône \(ouest-france.fr\)](#)
- [Affaire Ribes : des victimes se réunissent dans un collectif - France Bleu](#)